

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Après les lycéens et les étudiants, après les manifestations du 17 octobre, c'est aux prolétaires de rentrer dans la lutte sur la base de leurs propres revendications et avec leurs propres méthodes de classe !

La féroce répression qui s'est abattue sur les jeunes prolétaires lycéens, en particulier issus des banlieues, n'a pas permis de mettre fin au mouvement, contrairement à ce qu'espérait le gouvernement (1). Le mouvement a été rejoint, au cours des dernières semaines, par les étudiants qui se sont mis à bloquer leurs universités en solidarité avec les lycéens et au nom de leurs propres conditions de vie et d'étude, elles-mêmes désastreuses. Le mouvement a enfin été rejoint par des centaines de milliers de personnes (estimées entre 550 000 et 800 000 dans toute la France), qui ont pris part aux manifestations massives contre la vie chère du 17 octobre, dont la date avait été fixée début septembre par un appel à « refaire les Gilets jaunes » circulant sur les réseaux sociaux. Ailleurs en Europe, notamment en Italie, en Belgique, au Portugal, en Grèce et en Espagne, des mouvements similaires, parfois émeutiers, comme à Milan, commencent à apparaître et témoignent de la même exaspération devant l'aggravation des conditions de vie, d'étude et de travail.

Une partie de la colère et de l'indignation qui gronde dans le prolétariat et dans les masses exploitées en général, qui ne pouvaient que se reconnaître dans la situation de la jeunesse prolétarienne révoltée et réprimée, a trouvé un débouché momentané en France lors du 17 octobre : cette colère s'est exprimée par des affrontements violents et quasi-immédiats avec la police (selon les informations officielles, 997 policiers et gendarmes auraient été blessés, dont 7 gravement (2)), par des actes de vengeance et de destruction de bâtiments et de symboles de l'État bourgeois (incendie de l'hôtel de ville de Limoges, de l'office de tourisme de Lyon, saccage du hall de la mairie de Marseille et de la résidence préfectorale de Bordeaux, etc.).

Pour les seules journées du samedi 17 et du dimanche 18 octobre, le bilan de la répression a été extrêmement lourd : plus de 2500 arrestations, de nombreux blessés (une main arrachée, des yeux

crevés), un manifestant mort à Paris. À l'heure où les comparutions immédiates pleuvent (Darmanin a promis une « réponse judiciaire extrêmement ferme », afin de briser toute velléité de révolte (3)), le gouvernement a redoublé les annonces sécuritaires pour rétablir l'ordre : déploiement d'un dispositif policier massif, couvre-feux partiels dans de nombreuses villes (Paris, Marseille, Lyon, etc., ainsi qu'en Guadeloupe), interdiction des manifestations « non légitimes » (sic!), menace d'un recours à l'« état d'urgence » et à l'article 16, etc. L'ensemble de ces mesures annoncées et envisagées révèlent, une nouvelle fois, la vraie nature hideuse de l'État bourgeois, même lorsque celui-ci se présente sous une apparence démocratique et républicaine : une pure et simple dictature de classe.

Tous les partis bourgeois, de droite comme de gauche, qu'ils soutiennent ou non en paroles les revendications des manifestants, de même que les principales organisations syndicales collaborationnistes, ont bien entendu communiqué dans l'appel au « calme » et dans la « condamnation » de la violence des « casseurs ». Dans une interview sur LCI (18/10), le candidat « insoumis » à la présidentielle Mélenchon, que le gouvernement accuse stupidement d'être à l'origine du mouvement, s'est présenté comme le meilleur garant du « maintien de l'ordre ». Il en a profité pour qualifier les attaques contre les institutions étatiques de véritables « crimes » et n'a rien trouvé de mieux à faire que de reprocher au ministre de l'Intérieur et aux renseignements généraux leur « incompétence », pour n'avoir pas su prévoir et empêcher la violence des manifestations (en vantant, en comparaison, « la morale républicaine en acier » (!) dont auraient fait preuve les forces de répression lors de mai 1968) !

En réalité, le niveau de combativité et de haine de classe dont ont fait preuve les courageux manifestants lors du 17 octobre, qui n'ont pas hésité à répondre à la violence étatique et policière par la violence, et à la violence de l'exploitation capitaliste, de la misère et

du chômage par l'émeute et le pillage, est le signe que la colère prolétarienne commence à trouver son chemin, en rompant progressivement le cadre de la « paix sociale » dans lequel veulent l'enfermer tous les serviteurs de la bourgeoisie et de son ordre pourri : **mais le chemin est encore long pour que cette mobilisation prenne la forme d'une véritable lutte de classe !**

Le prolétariat ne doit pas se laisser entraîner dans l'impasse de mobilisations du type de celles des « Gilets jaunes », qui sont des mobilisations interclassistes mettant en scène un prétendu « peuple français » ou des « citoyens » dont les intérêts de classe sont en réalité opposés. Pour les travailleurs qui luttent contre leur condition d'esclaves salariés, il n'y a pas de « convergence des colères », pas de « mobilisation générale citoyenne » à mener, parce que leurs intérêts sont fondamentalement différents des intérêts de la petite-bourgeoisie et des petits patrons qui cherchent à utiliser les revendications du prolétariat pour leurs propres objectifs. Le prolétariat ne doit pas marcher à leur côté le samedi mais **s'attaquer durablement à la production et aux profits capitalistes** : il doit se **ressaisir de ses armes de classe**, réapprendre les réflexes qui ont été perdus à cause de décennies de « paix sociale » et d'influence réformiste propagée par les différents appareils politiques et syndicaux collaborationnistes. L'Intersyndicale, CGT en tête, cherche à faire oublier sa responsabilité dans les défaites passées, le dernier souvenir en date étant le sabotage de la lutte contre la « réforme » des retraites, qu'elle a mené dans l'impasse de la voie pacifique et parlementaire. La secrétaire générale de la CGT Sophie Binet a annoncé le 21/10 le besoin de « généraliser la grève » le 5 novembre (en se gardant soigneusement d'utiliser le terme de « grève générale »), alors qu'elle avait, aux temps les plus forts de la mobilisation lycéenne et étudiante, appelé au calme, et renvoyé la mobilisation des syndicats à cette même date lointaine du 5 novembre ! Le communiqué de la CGT ne dit naturellement rien sur la nature de cette « grève généralisée » du 5 novembre, il ne dit pas s'il s'agit le début d'une grève reconductible (que la CGT se garde bien de préparer dans les faits), ou s'il s'agit, une nouvelle fois, de sa technique habituelle de

sabotage des luttes par des journées d'actions saute-moutons et isolées (4) !

Sans attendre *aucune* direction de l'Intersyndicale et des syndicats collaborationnistes qui les ont à chaque fois trahis, les travailleurs doivent chercher, *dès maintenant* : l'organisation en assemblées générales partout sur les lieux de travail afin de mener, par **l'arme de la grève reconductible puis illimitée** (avec piquets de grève assurant véritablement l'arrêt total du travail), la lutte pour leurs seules revendications de classe (défense du salaire, des conditions de travail et de vie sur la base la plus large possible, des travailleurs français comme immigrés) ; l'élection de représentants dans des comités de grève parmi les travailleurs les plus combatifs et les plus déterminés qui soient révocables à tout moment ; l'envoi de délégation de travailleurs dans les autres secteurs de la production pour propager la grève et les occupations partout, afin de mener l'affrontement contre le patronat et l'État bourgeois !

23 octobre 2026

(1) cf. notre prise de position : « Blocages des lycées : en assumant l'affrontement avec l'État et ses forces de répression, les jeunes prolétaires montrent la voie à suivre dans les luttes revendicatives », 4/10/2026, https://www.pcint.org/01_Positions/01_01_fr/261004_blocage-lycees.htm.

(2) « Ils n'ont plus peur d'attaquer la police » : un policier mobilisé le 17 octobre à Paris témoigne des violences et craint « la même intensité » pour la manifestation de samedi [24 octobre] » BFM, 22/10/2026.

(3) « Violences : la réponse pénale doit être « extrêmement ferme » pour éviter que les habitants fassent « justice eux-mêmes », déclare Darmanin », Le Parisien, 20/10/2026.

(4) Dans son nouveau communiqué du 22/10, la CGT, en bon flanc-garde de l'ordre bourgeois, regrette les « dégradations et violences [du samedi 17/10], que la CGT a immédiatement condamnées », rappelle qu'elle « appelle à l'organisation de manifestations pacifiques » et « que le maintien de l'ordre public est une prérogative de l'État » !



parti communiste international

Site: <https://www.pcint.org> - Adresse de contact : leproletaire@pcint.org
Imp. Spéc. - Ne pas jeter sur la voie publique - Suppl. au *prolétaire* n° 562
Lisez la presse du PCI : le prolétaire / programme communiste / il comunista / el proletario / el programa comunista / proletarian / communist program